



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 9 avril 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 18
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 29 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril à quatorze heures, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents excusés :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac)

Absents :

M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance :

M. François SERVENT

Mise en place du forfait mobilités durables

Ressources humaines

Conformément au décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale, modifié par le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022, les modalités du bénéfice de ce forfait mobilités durables sont définies par l'organe délibérant de la collectivité.

Le versement de ce forfait a vocation à encourager les modes de transports alternatifs et durables.

I. Les bénéficiaires

Sont concernés les agents titulaires, stagiaires ou contractuels (de droit public ou privé) à temps complet ou non complet.

Ne sont pas concernés :

- Les agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- Les agents bénéficiant d'un véhicule de fonction ;
- Les agents bénéficiant d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail ;
- Les agents transportés gratuitement par leur employeur.

II. Les conditions

A. Moyens de transports

Sont éligibles les trajets entre la résidence habituelle et le lieu de travail réalisés :

- en cycle ou cycle à pédalage assisté personnel,
- en engin de déplacement personnel motorisé tel que défini aux 6.14 et 6.15 de l'article R. 311-1 du code de la route (trottinettes électriques, monoroues, gyropodes ou hoverboards),
- en tant que conducteur ou passager en covoiturage,
- ou en tant qu'utilisateur des services de mobilité partagée mentionnés à l'article R. 3261-13-1 du code du travail. Il s'agit notamment des véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène (comme les scooters et les trottinettes électriques en free floating) et des services d'autopartage avec des véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène.

B. Trajets

Les agents peuvent bénéficier du « forfait mobilités durables » à condition d'utiliser l'un des moyens de transport éligibles pour se déplacer entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail pendant un nombre minimal de jours sur une année civile.

C. Nombre de jours minimal

Le nombre minimal de jours d'utilisation d'un moyen de transport éligible au versement du forfait mobilités durables est fixé à 30 jours.

D. Demande de l'agent

Le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de son employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé.

Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des moyens de transport éligibles.

L'utilisation effective du covoiturage ou d'un service de mobilité partagée mentionné à l'article R. 3261-13-1 du code du travail fait l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur qui peut demander à l'agent tout justificatif utile à cet effet.

L'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel ou d'un engin de déplacement personnel motorisé défini aux 6.14 et 6.15 de l'article R. 311-1 du code de la route, peut faire l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur.

III. Le versement du « forfait mobilités durables »

A. Montant

Le montant annuel du « forfait mobilités durables » est fixé à :

- 100 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible est comprise entre 30 et 59 jours.
- 200 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible est comprise entre 60 et 99 jours.
- 300 € lorsque l'utilisation d'un moyen de transport éligible est d'au moins 100 jours.

B. Modalités de versement

Le « forfait mobilités durables » est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration par l'employeur auprès duquel la déclaration a été déposée.

C. Cumul avec le remboursement des frais de transports

A compter du 1^{er} janvier 2022, le versement du « forfait mobilités durables » est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret du 21 juin 2010.

Dans le même temps, un même abonnement ne peut donner lieu à une prise en charge au titre du remboursement des frais de transports et à une prise en charge au titre du « forfait mobilités durables ».

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'instaurer, à compter du lendemain de la publication de la présente délibération, le forfait mobilités durables au bénéfice des agents de la Communauté de communes du Bassin de Marennes dans les conditions précisées ci-dessus ;
- D'inscrire au budget les crédits correspondants ;
- D'autoriser le Président à signer tout document afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
François SERVENT

